

SOUS-PREFECTURE D'APT A R R E T E

N° 85 du 26 juin 2003
mettant en demeure la Société
BETONS GRANULATS SYLVESTRE
de réaménager la carrière qu'elle exploite à GORDES
sur les parcelles n° 551 et 559 section C

**Le Préfet de Vaucluse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU** le code minier et notamment l'article 106 ;
- VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V – titre I^{er}, et notamment son article L 514-2 ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3217 du 03 août 1973, portant autorisation d'exploiter à ciel ouvert une carrière de grès calcaire sur le territoire de la commune de GORDES, au lieu-dit « Les Firmins » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2003-01-09-0070-PREF du 9 janvier 2003, portant délégation de signature à M. Patrick MERIAN, Sous-Préfet d'APT
- VU** les rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées en date du 20 juin 2003 ;

CONSIDERANT que la Société BETONS GRANULATS SYLVESTRE, dont le siège social est situé Les Viginières à MAUBEC (84660), exploite une carrière à ciel ouvert de grès calcaire sur les parcelles cadastrées n° 551 et 559 section C sur le territoire de la commune de GORDES, sans autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet d'APT,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société BETONS GRANULATS SYLVESTRE, dont le siège social est situé les Vignières à MAUBEC (84660), est mise en demeure de :

- suspendre immédiatement toute extraction de matériaux sur les parcelles cadastrées n° 551 et 559 section C sur le territoire de la commune de GORDES,
- dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, régulariser la situation administrative de cette carrière et réaménager le site, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 3217 du 03 août 1973 autorisant l'exploitation des parcelles voisines n° 560 et 866 de la section C du cadastre.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

En cas de non respect de l'article 1^{er} du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales prévues par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de MARSEILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de GORDES, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à l'exploitant par les soins de M. le Maire de GORDES.

APT, le 26 juin 2003
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,

signé
Patrick MERIAN



Pour ampliation,
Le Sous-Préfet,


Patrick MERIAN